

Loi Alimentation et Agriculture : les paysans français bientôt condamnés à la ruine ?

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 13 septembre 2018

Source [Boulevard Voltaire] De manière frappante et mieux qu'un long discours, certains événements ont le mérite d'éclairer ce qu'est devenue la société. Cette loi, par exemple, intitulée Alimentation et Agriculture, relative aux rapports entre paysans et grande distribution, dont l'Assemblée nationale débat ce mercredi 12 septembre. But de la manœuvre : rééquilibrer la balance en faveur d'un monde agricole écrasé par une concurrence de plus en plus sauvage.

Comme il se doit, *Le Figaro* nous prévient : « *Ce système d'élaboration des indicateurs de prix se révèle complexe pour certaines filières agricoles de par leurs performances économiques inégales entre différentes exploitations agricoles ainsi que des estimations techniques inconciliables entre producteurs et distributeurs.* » Bref, on sait déjà, au-delà du verbiage de circonstance, que ce n'est pas gagné d'avance.

Pis, en admettant que ce texte voie le jour – ce qui est loin d'être sûr –, les mesures « *seront dans un premier temps mises en place sur une période d'essai de deux ans* ». C'est-à-dire qu'un Parlement au pouvoir, réduit à sa plus simple expression, met en scène sa propre démission. Nos députés peuvent, d'ailleurs, bien voter ce qu'ils veulent, le droit européen primera toujours sur le droit français.

Cité par le magazine *Process alimentaire*, l'avocat Nicolas Gransard, spécialiste du droit de la concurrence, prévient ainsi : « *En l'état, il est très difficile de privilégier une production nationale, malgré des caractéristiques positives* » par rapport à d'autres produits européens. Toute mesure privilégiant des produits nationaux se heurtera aux lois européennes de libre-échange des marchandises. » Voilà, au moins, qui est clair : l'État français a constitutionnellement organisé son impuissance.

D'autres maux actuels sont encore ce lobbying forcené de multinationales – grande distribution et chimie – dont il n'est pas besoin d'être grand clerc pour voir ici la marque. Même les journalistes de *RTL* en convenaient ce matin, c'est dire. Traditionnellement, le pouvoir économique était jadis subordonné au pouvoir politique. C'est désormais l'inverse, en Europe comme aux États-Unis. Elle est bien lointaine, l'époque où la Maison-Blanche avait encore les moyens d'un loi antitrust suivie d'effets tangibles, toute aussi lointaine que celle où le général de Gaulle pouvait affirmer, sans provoquer l'hilarité générale que, « *la politique de la France ne saurait se faire à la corbeille* ».

L'infernal binôme plus haut évoqué a donc toute latitude d'empoisonner les sols et les estomacs tout en poussant ce qui demeure de paysannerie à la ruine, quand ce n'est tout bonnement pas au suicide.

Pourquoi les médias n'alertent-ils pas plus l'opinion publique, objectera-t-on ? Mais parce qu'il s'agit, avec l'industrie du luxe, des plus gros annonceurs, pardi ! Quel patron de presse prendrait le risque de se voir

refuser cette manne publicitaire maintenant radios, journaux et télévisions sous perfusion ? Bien sûr, seul un État fort serait à même de faire contrepoids. Mais qui veut encore d'un État fort dans ces élites qui font l'opinion ?

Les libéraux, qu'ils penchent à droite ou à gauche, estiment que ledit État fait partie du vieux monde et qu'un légitime contrôle des prix nous ramènerait au bolchevisme mitterrandien du 10 mai 1981, tandis que nos écologistes en peau de lapin, sclérosés par leur gauchisme infantile, affirment qu'un tel État serait « fasciste » par nature. Les uns s'en remettent à la sainte concurrence, les autres au « basisme autogéré », telles qu'en ont témoigné leurs nuits de parlote debout. De ces deux engeances, laquelle est la plus nuisible ? On ne sait que choisir...

Alors, oui, cette triste affaire à l'issue malheureuse quasi annoncée – que cette loi passe ou non, elle aura été préalablement rendue inapplicable dans les faits – est tristement révélatrice de la période. En attendant les grandes jacqueries populistes annoncées ?